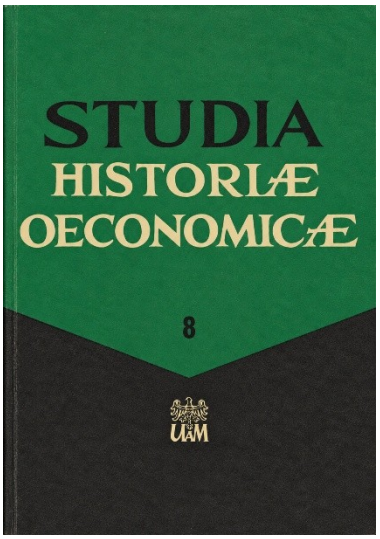


Eisenbach, A. (1973) 'Les déportations de la population juive pendant la IIe Guerre mondiale', *Studia Historiae Oeconomicae*, 8, pp. 117–146.

https://doi.org/10.14746/sho.1973.08.1.007

Text of article:
https://pressto.amu.edu.pl/index.php/sho/article/view/57698

The text was digitised from an earlier printed edition of *Studia Historiae Oeconomicae*. The digitisation process involved scanning, automated optical character recognition (OCR), and subsequent manual verification of the recognised text. The original source material is held by the Collegium Historicum Library at Adam Mickiewicz University, Poznań.
bch.amu.edu.pl

The task was carried out within the framework of the competition "Social Responsibility of Science II – Support for Scientific Libraries". The project entitled "Digitization of archival editions of scientific journals collected by the Library of the Coll. Historicum of Adam Mickiewicz University". The project was co-financed from state budget funds granted by the Minister of Science within the framework of the Programme Social Responsibility of Science II. Support for Scientific Libraries (agreement no. BIBL/SP/0092/2024/02 of 05.12.2024).

Total value of the project: PLN 247,236.00. Amount of co-financing: PLN 220,836.00.









STUDIA HISTORIAE OECONOMICAE
UAM Vol. 8 — 1973 Poznań 1973

Artur Eisenbach (Warszawa)

LES DÉPORTATIONS DE LA POPULATION JUIVE PENDANT LA IIe GUERRE MONDIALE

Pendant la IIe guerre mondiale avaient lieu des déplacements forcés et permanents de la population juive, ordonnés et exécutés par les autorités d'occupation allemandes. Toutes les transplantations des Juifs, alors expulsions des pays européens aux ghettos ou aux camps sur les terrains polonais, d'une province polonaise à l'autre et même dans le cadre d'une seule province, d'un arrondissement à l'autre — avaient le caractère de déportations. Les déplacements forcés étaient l'instrument de la lutte des autorités nazistes contre la population juive vivant depuis des siècles sur cette terre. L'organisation des Aussiedlungsaktionen rendaient possible le déracinement de grandes agglomérations juives de leur ancien milieu natif, lancement aux autres territoires où ils pouvaient être facilement isolés, limitation de leur liberté de mouvement et défense de changer le domicile facile à introduire sous la rigueur de sévères peines capitales. En même temps les déplacements rendaient possible le pillage des biens mobiles et immobiles de la population juive, la mise à profit de son travail d'esclave, la limitation de normes de l'alimentation, le contrôle de la vie entière. Dans la période avant l'extinction en masse les transplantations devaient affaiblir la force biologique des Juifs.

À la base de la politique des expulsions et de l'isolement fut le racisme, attribuant plus haute valeur antropologique à la race nordique et la nation allemande. L'idéologie raciale devait servir à la politique de la conquête et de la germanisation de l'Europe centrale et orientale. Hitler dans son entretien avec Rauschning constata nettement que la tâche du hitlérisme soit la reconstruction de l'Europe sur les bases raciales. Hitler souligna qu'il y a beaucoup de méthodes de dépérissement des races et nations indésirables [1]. Selon les buts politiques du fascisme allemand, on proclamait que là où la nature n'avait pas sélectionné des éléments infé-

[1] H. Rauschning, *Gespräche mit Hitler*. New York 1940, passim.

rieurs au point de vue de race, devrait suivre l'intervention de facteur social. Peu de temps après ces conceptions furent transplantées de la sphère de théorie sur le fond de la politique; de ce domaine s'occupaient la législation raciale et ensuite les offices RuSHA et RSHA qui accomplissaient la subjugation de certaines nations et l'extermination d'autres.

Dans l'idéologie raciale du IIIe Reich une place particulière occupe l'opinion de la structure raciale des Juifs. Hitler et avec lui ses partisans proclamaient que les Juifs appartiennent à la race inférieure, qu'ils sont un élément étranger parmi les nations européennes et surtout la nation allemande. Dans le développement de la culture des nations européennes on leur attribuait le rôle destructif mais à la fois gigantesque. On prétendait que le mélange du sang avec le sang juif est nuisible au développement de nations de l'Europe. Par rapport aux certaines nations slaves (Tchèques, Polonais, Ukrainiens) apparaît la tendance de germanisation des groupes sélectionnés de la population, comme un élément „d'une valeur raciale" et de les diriger au Reich afin de les assimiler à la nation allemande.

Les prémisses idéologiques proclamant qu'une nation forte, de valeurs de race supérieures aît le droit d'éliminer les éléments inférieurs et nocifs, devenaient la base de la politique de la population du IIIe Reich. Elles servaient à motiver les plans des dépopulations et surtout à éliminer les Juifs de tous les domaines de la vie sociale, culturelle et même économique. W. Feldscher écrivait aussi „die deutsche Rassenfrage ist die Judenfrage".

Toutes les actions des expulsions pendant la IIe Guerre Mondiale s'appuyaient sur le décret de Hitler du 7 octobre 1939 qui accorda à Himmler les pleins pouvoirs „pour exclure l'influence nuisible de ces groupes de la population étrangère qui puissent être dangereux pour le Reich et la communauté allemande". La portée de ses compétences fut de fait illimitée. Selon l'esprit de ce décret furent motivées toutes les expulsions et déportations ultérieures des Juifs. Aussi dans son ordonnance secrète du 19 juillet 1942 Himmler fixant le terme de la fin d'expulsions des Juifs du GG souligna: „Ces ordres sont nécessaires pour mener à bonne fin la séparation ethnique des races et nations selon les principes du nouvel ordre en Europe ainsi que dans l'intérêt de la sécurité et pureté du Reich Allemand et sa sphère d'influence. Toute la brêche de ce principe constitue un danger pour la paix et l'ordre de l'ensemble des territoires se trouvant dans l'orbite des influences allemandes; c'est le point d'appui pour le mouvement de la résistance et peut devenir foyer d'une contagion morale et physique" [2].

[2] *Eksterminacja Żydów na ziemiach polskich w okresie okupacji hitlerowskiej.*

De l'esprit de l'expansion et de la reconstruction raciale de l'Europe résultaient les principes de la politique du Reich envers la population juive. Depuis le saisissement des pouvoirs par le régime hitlérien jusqu'à la fin de 1938 on a promulgué dans le Reich la législation raciale privant les Juifs de la nationalité du Reich; on les éliminait par degrés de particuliers domaines de la vie, confisquait tous leurs biens, coupait par-dessous leur substance matérielle et limitait le droit de leur libre mouvement. De cette manière on a préparé le fond pour l'action suivante — expulsions du Reich et d'autres pays européens occupés.

Les transplantations organisées par Sipo et SD formaient l'étape transitoire et préliminaire; elles visaient à l'isolement des Juifs, à la rupture de leurs liens avec la population des alentours, à la paralysie de toutes les actions de la résistance. Les transportations permanentes parfois fréquentes pendant les différentes périodes de la guerre devaient priver les Juifs d'un reste du sentiment de la sécurité, laquelle donne la maison voire la cellule de prison. Les réactions humaines devaient être dégradées à la peur panique devant la faim et la mort. Les hommes devaient former une foule sans défense, qu'on peut facilement transporter aux camps de concentration.

Ainsi ce problème est le fragment d'un problème plus vaste et concerne la politique du III[e] Reich envers les Juifs d'Europe et particulièrement les Juifs polonais. Il est lié aussi à la politique de „règlement" des relations ethniques et à la tendance à la „Bereinigung" de l'Europe de l'élément estimé comme nuisible.

Le processus des déplacements des Juifs de divers pays embrassait de très grands terrains, à savoir 22 pays de l'Europe. Leur caractère et partiellement la direction et les méthodes se formaient un peu autrement dans différentes périodes de la guerre, déterminées par beaucoup de facteurs dont les plus importants me semblent être: 1) le statut juridique et politique d'un pays — si ce pays se trouve sous le régime direct administratif et militaire du III[e] Reich, s'il est incorporé, occupé, s'il appartenait à la coalition des Etats d'Axe ou pays satellites, et 2) la situation militaire sur les fronts. Ces facteurs principaux — entre autres — décidaient de la politique des expulsions des Juifs de chaque pays.

Cette conception synthétique du problème des expulsions exclut leur description détaillée. Il s'agit plutôt de la systématisation et l'explication des démarches des autorités allemandes centrales et provinciales dans ce domaine, de la direction des expulsions, synchronisation avec les événements militaires et politiques en Europe de l'époque. Les décisions

---

Zbiór dokumentów (Extermination des Juifs sur les terrains polonais durant l'occupation hitlérienne. Recueil de documents). Warszawa 1957, p. 295.

nouvelles dans la question des expulsions des Juifs s'unissaient d'ordinaire avec les nouveaux plans de l'agression ou des offensives en Europe. Cette connexité étroite confirme déjà la circulaire du Auswärtiges Amt du 25 janvier 1939 „La question juive comme le facteur de la politique étrangère allemande".

En partant de ces principes il faut démontrer la matière séparément dans deux principaux moments de la guerre: dès l'octobre 1939 jusqu'à la moitié de 1941 (la période d'une extermination „sans effusion de sang") et depuis juillet 1941 jusqu'à la seconde moitié de 1944. Dans chaque de ces périodes ce problème (s'il s'agit de la portée territoriale) a deux aspects: européen et national.

I[e] période: Aspect européen

Vers la fin de 1938 pendant la préparation de nouvelles agressions, le gouvernement du III[e] Reich passa de la dissolution locale de la question juive à l'extension de ses influences sur le sort des Juifs dans d'autres pays. Il profita dans ce but de l'affaire des émigrants juifs du Reich qui devenait à l'époque le problème international. Il s'occupait d'elle le Comité Evianais qui embrassait les représentants des pays occidentaux et de USA. Le gouvernement du Reich aspirait à attirer la question de l'émigration juive et à se servir d'elle pour obtenir les colonies d'outre-mer.

Quant à la revendication coloniale mûrit chez les souverains du III[e] Reich le plan d'expulser les Juifs des pays de domicile permanent, leur concentration et isolement strict dans un espace réservé d'outre-mer. Il résulte des énonciations de R. Heydrich que le but de ces déplacements fut: a) „expulser les Juifs de l'espace vital de la nation allemande" et b) „refouler les Juifs des domaines particuliers de la vie de la nation allemande".

Al. Rosenberg révéla ces plans aux conférences de presse du 15 janvier et 7 février 1939, quand il déclara en présence de diplomates étrangers que le gouvernement allemand ne voit qu'un seul dénouement de la question juive en Europe dans la transplantation de Juifs au pays d'outre-mer. Il se prononça sur l'espace réservé qui pourrait renfermer 15 millions de Juifs, alors non seulement des pays européens. Dans les tergiversations avec le Comité Evianais à Londres on tenait compte de Madagascar ou Guyane qui comme les colonies devaient être transférés au III[e] Reich et devenir le lieu de la concentration des Juifs [8].

La réalisation de ces plans de transportations dépendaient du consen-

[8] Der Prozeß gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof, vol. XLI, p. 545, doc. Streicher — 8.

tement des puissances occidentales, de la situation politique et militaire; ils exigaient aussi la profonde préparation technique. Les leaders du Reich n'attendant pas l'acceptation des conditions allemandes, se préparant à exécuter les expulsions, créaient la „Reichszentrale für die jüdische Auswanderung". Goering confia sa gestion le 24 janvier 1939 à Heydrich, chef de l'époque de Sipo et SD. Selon ces directions le Centre devait „entreprendre tous les moyens pour préparer une grande émigration des Juifs, aussi les efforts pour obtenir et utiliser les pays et les fonds étrangers" et même de créer les organisations spéciales juives pour cette collaboration [4].

Le sens de ces démarches du gouvernement du Reich expliqua l'instruction du Auswärtiges Amt du 25 janvier 1939 envoyée aux postes diplomatiques allemands à l'étranger. On y souligna que le but de la politique du Reich „devait être le dénouement international de la question juive dans l'avenir' et que les efforts du gouvernement allemand visent à saisir par le Reich même l'initiative de trouver les voies, les moyens et les lieux de la destination pour l'émigration juive" [5].

Le développement des événements politiques et surtout l'annexion de la Tchécoslovaquie n'étaient pas favorables à cette époque de mener les pourparlers entre les puissances occidentales et l'Allemagne en ce qui concerne l'arrangement politique et la restitution des colonies, l'allocation des crédits et la réalisation des plans des expulsions. Après l'invasion contre la Pologne les autorités centrales du III[e] Reich retournèrent aux projets d'un espace réservé pour les Juifs. On ne tenait pas maintenant compte d'un pays d'outre-mer. La situation militaire a dicté autre dénouement: la création de l'espace réservé en Europe centrale, sur les terrains de la Pologne occupée. L'origine de cette idée fut la même: la tendance au déplacement, à la concentration et à l'isolement des foules de Juifs polonais et du Reich, de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie.

Après la conquête de quelques pays européens, le gouvernement allemand revenait au plan de la déportation des Juifs de Pologne et d'autres pays à Madagascar. Vers la fin de juin 1940 on espérait de conclure la paix avec la France et l'Angleterre, de finir la guerre à l'Ouest et d'obtenir le consentement de ces Etats à la réalisation des plans. Le régime hitlérien mettait en concordance avec Mussolini les intérêts communs quant aux colonies dans l'Afrique orientale et septentrionale, la question de Madagascar inclue. Les leaders du III[e] Reich croyaient qu'il s'approche la possibilité réelle d'entreprendre des déplacements en mas-

[4] Akten der deutschen auswärtigen Politik 1918 - 1939, Sér. D, vol. V, p. 112.

[5] Der Prozeß..., vol. XXXII, p. 237 - 45, doc. PS - 3358; aussi Akten... vol. V, p. 780.

se des Juifs. À la conférence dans le quartier de Hitler en présence des suprêmes commandants de la Wehrmacht ces questions furent alors considérées. En juillet et août 1940 furent dressés par RSHA et par Auswärtiges Amt les ordonnances concrètes concernant les transplantations de la population. Comme il s'ensuit de ces documents l'île de Madagascar devait être transformée en une base stratégique de marine et d'aviation et seulement sa partie intérieure devait être destinée à former l'espace réservé auquel devaient être déportés quelques millions de Juifs des pays européens. Pour éviter tous les contacts des Juifs avec d'autres nations fut décidé le dénouement d'outre-mer de caractère de l'île.

L'espace réservé devait être un gigantesque camp de concentration, retranché du monde par la mer et la chaîne des bases maritimes, et géré par les commandants de Sipo et SD. La population juive vivrait là sur le plus inférieur degré de la végétation servile. L'extinction des déportés ne serait que la question de temps.

Par ce que la déportation devait être sanctionnée par les traîtés avec les Etats de l'Europe occidentale, Auswärtiges Amt a préparé les traîtés relatives entre autres concernant le saisissement des biens juifs [6].

Le plan Madagascar fut approuvé par les facteurs dirigeants du Reich et le gouverneur général Frank pouvait déjà en mi-juillet 1940 informer les gérants des sections de l'administration du GG que selon cette décision toute la population juive du pays sera expulsée „autant que les conditions de transport d'outre-mer permettront le transport". Aussi Strekkenbach, chef du Sipo et SD dans le Gouvernement Général, informait à la fin de juillet 1940 les commandants de SS et de la police de la déportation prévue des Juifs du Gouvernement Général à Madagascar. En connexion avec ces plans tous les déplacements intérieurs de la population juive sur les terrains occupés furent suspendus pour le moment.

Mais la situation militaire surtout après la conquête de l'île par la descente des Anglais et de la France combattante ainsi que l'occupation de la Syrie et d'Irac par les armées anglaises créa de nouveaux obstacles. Toutes les voies à la conquête de l'île furent bloquées et les plans des déportations de Juifs dans la nouvelle situation inexécutables. D'autre part le régime hitlérien commençait à la fin d'août 1940 de préparer l'agression contre l'Union Soviétique et prenait en considération la possibilité „de dénouement local" du problème juif, ce qu'en pratique signi-

[6] Dok. norymb. (Documents du Procès de Nuremberg) NG - 2586. En détail sur le projet de l'espace sur Madagascar, voir: A. Eisenbach, *Hitlerowska polityka zagłady Żydów* (La Politique hitlérienne d'extermination des Juifs). Warszawa 1961, p. 174 - 79.

fiait la déportation des Juifs polonais ainsi que d'autres pays européens aux camps de l'extermination [7].

Aspect national

Dans la première période de la guerre les autorités allemandes organisèrent sur les terrains de la Pologne occupée 1) des déplacements forcés des Juifs du Reich, d'Autriche et de la Tchécoslovaquie ainsi que les transplantations des régions polonaises incorporées au Reich au Gouvernement Général et aussi 2) les transplantations intérieures en GG, du district ou de l'arrondissement. Tous ces déplacements de caractère des déportations s'unissaient dans cette période avec le plan de créer un grand espace réservé isolé pour les Juifs.

Conformément aux principes fixés à la conférence chez Hitler du 17 octobre 1939 tous les Polonais et Juifs devaient être transplantés des terres incorporées au Reich au GG. Le commandement de la Wehrmacht fut obligé de coopérer. Les transplantations devaient avoir lieu entre novembre 1939 et février 1940. Le Naheplan fixa pour le plus proche avenir la transplantation du pays de la Warta des 80 000 personnes, tandis que le plan à longue durée devait embrasser pour l'ensemble des terres polonaises incorporées au Reich selon l'estimation du chef du Sipo et SD Streckenbach un million de Polonais et Juifs. Frank mentionna à la conférence à Radom du 25 novembre 1939 que le GG peut recevoir 2,5 - 3 millions de personnes.

L'ordonnance de Himmler du 30 octobre comprenait les directives quant à l'organisation et la date des transplantations ainsi qu'à l'installation des émigrés dans le GG. D'accord avec cette ordonnance fut tenue à Cracovie la conférence des hauts commandants de SS et de la police, Koppe et Krüger, où on fixa les dates et les nombres plus concrets et les étapes successives des déplacements en masse [8]. La population juive déportée devait être dirigée vers l'espace réservé provisoire dans la région bornée par la ligne de la Vistule et de San d'un côté, et par le Bug et la frontière soviétique de l'autre. On avait l'intention de concentrer ici la population juive de tous les pays se trouvant à la portée du régime allemand. Du caractère de l'espace réservé témoigne le fait que cette

---

[7] Rademacher écrivait à Bielefeld et Schmieden, le 10 février 1942: „Der Krieg gegen die Sovietunion hat inzwischen die Möglichkeit gegeben andere Territorien für die Endlösung zur Verfügung zu stellen. Demgemäß hat der Führer entschieden, daß die Juden nicht nach Madagaskar, sondern nach dem Osten abgeschoben werden sollen". Dok. norymb. NG - 3933.

[8] Arch. Instytutu Zachodniego (Institut Occidental), doc. I - 398; Les documents du procès de Bühler, vol. 86, p. 10 - 14.

région se trouvait dans le district de Lublin où le commandant de la police était Odilo Globocnik, futur chef de „l'opération Reinhard".

Les premières informations concernant l'espace réservé proviennent du mi-septembre 1939, quand A. Eichmann rapporteur des questions juives à RSHA convoqua la conférence des représentants des Juifs de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de quelques unes provinces polonaises incorporées et leur annonça la création d'un „rayon autonome" dans le district de Lublin et éxiga d'eux des listes de la population juive.

L'ensemble des affaires juives, y compris aussi les transplantations, formula le message téléphoné de Heydrich du 21 septembre 1939. D'accord avec ses directions les Juifs habitant les villages devaient d'y être chassés au cours de 3 - 4 semaines; toute la population juive doit être concentrée dans les villes, dans les ghettos isolés pour rendre possible une pleine surveillance sur elle et la déportation le moment propice venu. Toute l'opération de transplantations des Juifs devait être exécutée au cours d'une année [9].

Il est digne de mentionner que dans les premiers mois de l'occupation étaient lancés encore d'autres projets: la création d'un petit espace réservé dans les environs de Nisko sur San ainsi que dans les régions de placement ethniques mixtes, dans différents districts du GG. Cela donnerait aux autorités la possibilité de brouiller et d'opposer les divers groupes nationaux l'un contre l'autre dans l'intérêt du Reich.

Les premiers déplacés de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie arrivaient au GG déjà en octobre. Certains transports furent jetés au delà de la ligne de démarcation allemando-soviétique aux environs de Nisko sur San; de cette manière ils se trouvaient sur le territoire de l'URSS. Les transports des Juifs du pays de la Warta (les arrondissements de Poznań, Bydgoszcz, Łódź) dans le cadre des actions générales des transplantations furent dirigés sur le terrain de l'espace réservé [10]. Une partie de la population juive se dispersa cependant dans différentes villes des districts Radom et Cracovie.

Dans le but de saisir la population juive qui s'opposait et se cachait devant les expulsions, le haut commandant de la police et du SS Koppe ordonna le 13 novembre 1939 [11] que les Juifs sous la rigueur de peines

---

[9] Dok. norymb. PS - 3363.

[10] Seyss-Inquart annonça alors: „Dies Gebiet mit seinem sumpfigen Charakter könnte nach den Erwägungen des Distriktsgouverneurs Schmidt als Judenreservat dienen, welche Maßnahme womöglich eine Dezimierung der Juden herbeiführen könnte". Der Prozeß ... vol. XXX, p. 95, doc. PS - 2278.

[11] Arch. Instytutu Zachodniego, doc. I — 200. p. 35.

sévères n'aient pas le droit de se mouvoir librement ou de changer le lieu d'habitation sur l'étendue de toute la province. Deux semaines plus tard Himmler aggrava cette ordonnance en commandant aux landrats de fusiller des Juifs et des Polonais qui se cachaient devant l'expulsion ou changeaient le domicile en appliquant la procédure sommaire.

Je passe outre ici la description des actions des expulsions. Il convient de noter qu'on appliquait à l'ordinaire la méthode de surprise, d'assignation de contingents, de concentration des Juifs de quelques endroits voisins dans un point de rassemblement tout près du noeud de voies ferrées ou dans le lieu constituant le camp de transition (Dulag) d'où on les transportait dans les trains de marchandises, serrés et plombés. Les méthodes des expulsions des Juifs prenaient dès le début le caractère brutal et s'unissaient avec la confiscation de tous les biens, ce qui était autant plus facile que selon l'ordonnance de Goering du 1 novembre 1939 les biens mobiles et immobiles furent saisis par l'Office Central Fiducière (HTO) et ses offices intérimaires. Avant le chargement du transport toutes les personnes furent fouillées et privées d'argent et de bijoux. Les expulsés ne pouvaient prendre que les menus bagages.

Sur l'espace réservé de Lublin les autorités policières tentaient de fonder quelques grands camps de concentration et de détruire biologiquement les hommes y séjournants. La surveillance sur la région entière et aussi toutes les décisions concernant la population juive appartenaient au commandant du SS et de la police du district, à Odilo Globocnik. C'est lui qui était le seul ordonnateur de la main-d'oeuvre juive.

Les terres polonaises occupées étaient le terrain d'expérimentation quant à la politique de dépeuplement surtout de la population juive. On observait comment les déplacements aux grandes agglomérations, les isolements dans les ghettos, la limitation des rations alimentaires et le changement des conditions de la vie influencent l'affaiblissement de la force biologique, l'augmentation de la mortalité et aussi l'état psychique des masses de la population. Wetzel et Hecht soulignaient dans leur mémoire du novembre 1939 que „grâce aux expériences assemblées par nous surgira le changement de notre politique envers les Juifs en pratique" [12].

Pour la gestion de l'opération des expulsions du pays de la Warta on créa à Poznań un Amt für Aussiedlung von Polen und Juden. Pour l'élaboration centrale et la coordination de toutes les actions des expulsions Heydrich créa un nouvel office dans RSHA avec le gérant — A. Eichmann. Déjà le 4 janvier 1940 Eichmann a tenu la conférence des

[12] Bulletin de GKBZH — Główna Komisja Badań Zbrodni Hitlerowskich (Commission Principale d'Investigations des Crimes Hitlériens), vol. IV, p. 171.

inspecteurs de la police de divers pays, à laquelle il leur présenta les résultats des expulsions jusqu'à cette date, et les informa des plans ultérieurs; les inspecteurs Sipo communiquaient alors le nombre des Juifs prédestinés aux expulsions successives à l'espace réservé [13].

Au cours des premières actions d'expulsion se manifestaient de grands obstacles, qui rendaient impossible la réalisation de la transplantation planifiée de presque 1 million de la population au cours de 4 mois. Jusqu'à la fin de 1939 ils ne furent expulsés du pays de la Warta au GG que 80 transports de Polonais et Juifs (circa 88 000 personnes) et quelques transports de Juifs de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Cela explique qu'à la conférence du 30 janvier 1940 Heydrich informait les commandants de la police d'un plan d'expulsions modifié, mentionna la déportation de 450 000 Juifs et leur concentration à la frontière de l'Est afin de tirer profit de leurs travaux forcés ayant de l'importance stratégique.

Peu de temps après avait lieu la cessation des actions des expulsions. A la conférence à Karinhall du 12 février 1940 on estimait que l'expulsion de la population qui diminue le nombre de la main-d'oeuvre affaiblit le potentiel économique des „Ostgebiete" [14]. Par suite de cette conférence Goering ordonna le 25 mars 1940 la suspension de toutes les grandes actions des expulsions et Himmler et Frank ont informé leurs subordonnés de cette ordonnance [15]. À la vérité on avait l'intention de transplanter au GG quelques dizaines de milliers de personnes du ghetto de Łódź, mais Frank s'opposa à cette intention expliquant que ces expulsés désorganisent la vie économique du Gouvernement.

Comme il résulte des documents allemands Himmler et son état-major ne renonçaient pas au plan de l'espace réservé dans l'arrondissement de Lublin. À la conférence ci-mentionnée à Karinhall fut fixé le plan réduit des expulsions selon lequel en 1940 depuis le 1 mai on avait l'intention de transplanter 450 000 Juifs au GG. Au début d'avril les autorités du GG commençaient déjà les préparations à l'action prévue. Un grand nombre de Juifs devait être employé à l'affermissement d'un rempart de démarcation à l'Est. Selon certaines sources jusqu'à l'automne 1940 furent expulsés du pays de la Warta presque 78 000 Juifs. En tout de cette province depuis le début de la guerre jusqu'à ce moment le nombre de Juifs diminua presque de 140 000. Ce nombre embrasse déjà les réfugiés qui dépassèrent spontanément la frontière du GG ou la frontière soviétique.

---

[13] Bulletin GKBZH, vol. XII, p. 55.

[14] Dok. norymb. Eo - 305.

[15] A. Eisenbach, *Getto łódzkie* (Le Ghetto de Łódź). Łódź 1946, p. 168.

La conception de l'espace réservé, définie par Heydrich comme „territoriale Endlösung" et les expulsions unies avec elle cessaient bientôt d'être actuelles. Au cours de l'été on retournait au plan de déportation d'outre-mer à Madagascar. À cause du prolongement de la guerre et surtout du commencement des préparations de l'attaque contre l'URSS on cherchait d'autres dénouements. Dès l'automne de 1940 les démarches des autorités centrales du Reich visaient à la direction de la concentration ultérieure et de l'isolement de la population juive à l'intérieur des terrains occupés. À la conférence chez Hitler du 2 octobre 1940 en présence des Gauleiter de toutes les provinces on décidait pourtant de continuer les transplantations des Juifs et des Polonais au GG. On a discuté la question des 50 000 Juifs de l'Autriche, des dizaines de milliers de Juifs de l'arrondissement de Ciechanów et du pays de la Warta. Himmler revint à cette époque à l'idée de la concentration de 500 - 600 000 Juifs dans une localité isolée située dans le GG [16]. Frank exprimait ses réserves quant à la réception de nouveaux transports en masse, mais la décision de Hitler coupa toute la discussion sur ce sujet.

En connexion avec cette conférence avaient lieu quelques autres conférences et sessions pendant lesquelles on rendait conformes les principes et les dimensions des transplantations ultérieures de la population au GG y compris les questions des transports, des lieux, des dates des expulsions etc. En novembre 1940 Greiser et Koppe délibéraient à Cracovie avec Franc et en janvier avait lieu la délibération successive déjà des sommités du régime à RSHA. Les plans élaborés démontrent qu'on devait transplanter 831 000 Polonais et Juifs non comptant quelques dizaines de milliers de Juifs viennois. Les détails ultérieurs furent discutés à la conférence à Cracovie du 15 janvier 1941. On prenait en considération les difficultés du logement et d'approvisionnement de la réception de grandes masses des émigrés. Cependant Bühler dans sa circulaire du 17 janvier 1941 annonça aux gouverneurs des districts que commençant du 1 février 1941 arrivent au GG de nombreux transport des personnes transplantées et en connexion de cette arrivée il communique les instructions nécessaires [17].

En réalité déjà en février et mars 1941 furent transplantés de Vienne 5000 Juifs au district de Lublin et quelques autres transports furent dirigés au district de Radom. Au total arrivaient alors au GG vers 10 000 Juifs. Du pays de la Warta aucunes transplantations en masse n'avaient

---

[16] Dok. norymb. USRR — 172. Hitlerowskie prawo okupacyjne w Polsce, vol. II, Generalna Gubernia (Les lois de l'occupation hitlérienne en Pologne, Generalgouvernement). Poznań 1958, p. 31.

[17] *Eksterminacja Żydów...*, p. 58 - 61.

pas lieu. Mais selon quelques données furent transplantés encore au GG quelques milles de Juifs de l'arrondissement de Ciechanów, incorporé à la Prusse Orientale, ainsi que de Szczecin. En printemps 1941 aucunes transplantations n'avaient pas lieu. Il décidaient non seulement les difficultés économiques, de demeures, de transports — surtout dans la période de regroupement des armées allemandes sur le front l'Est — mais particulièrement l'opinion que toutes les déplacements des Juifs sont inutiles, car bientôt sera décidé le dénouement du problème entier juif en Europe. Les déclarations de Frank et Krüger à la conférence du gouvernement de GG en mars 1941 que toutes les transplantations des Polonais et des Juifs soient pour le moment suspendues étaient l'expression de cette opinion. D'accord avec cette tendance était l'ordonnance de RSHA du 25 octobre 1940 quant à la défense entière de l'émigration des Juifs du GG et d'autres régions [18].

Maintenant domine la tendance visant à la transplantation de la population juive dans l'intérieur de la région même et simultanément à la concentration et l'isolement d'elle aux ghettos ainsi qu'à la réduction permanente du nombre des localités dans lesquelles les Juifs auraient le droit de séjourner. Les autorités allemandes motivaient d'une façon différente la nécessité de la concentration et de l'isolement des Juifs. Heydrich recommandait aux groupes d'opération SS d'expliquer, l'ordonnance sur la concentration des Juifs par les égards de la sécurité, à savoir par la nécessité de réagir contre leur participation dans les actions des partisans [19]. Également Heydrich ainsi que le président de la régence de Kalisz, P. Übelhoer, accentuaient que l'espace réservé ou les ghettos ne soient pas le but comme tel mais un ordre transitoire, une prémisse pour la réalisation des buts plus vastes („als die Vorausnahme für das Endziel"). On soulignait aussi que le ghetto est un palliatif nécessaire („eine notwendige Zwischenlösung der Judenfrage"). On a mis en général en avant cependant la motivation économique et politique ainsi que les considérations de caratère sanitaire. On expliquait que: 1) Les Juifs introduisent le désarroi dans la vie économique et seulement leur isolement peut liquider le commerce illégal et arrêter l'augmentation des prix. On proclamait que les Juifs ne veulent pas travailler et c'est pourquoi l'isolement et la contrainte au travail sont la garantie nécessaire qu'ils s'accoutument au travail; 2) Les Juifs influencent d'une manière nocive la population polonaise, la provoquant contre les Allemands ce qui cause le sabotage des ordonnances des autorités allemandes. De plus les Juifs participent aux actions des partisans; 3) Les Juifs sont colpor-

[18] A. Eisenbach, *Hitlerowska polityka*..., p. 261.

[19] Dok. norymb. PS — 3363.

teurs de diverses maladies épidémiques, de là la nécessité de les isoler pour défendre la population contre les épidémies [20].

Jusqu'au septembre 1940 il n'existait pas une action organisée homogène de la création des ghettos, ni au GG, ni au pays de la Warta, ni dans d'autres provinces. La conception de l'espace réservé de Lublin ou de la colonie d'outre-mer reste toujours actuelle. Jusqu'à mi-année de 1940 dans GG ne furent créés que quelques ghettos surtout par les raisons locales. Ce n'est qu'au commencement des préparations à l'attaque contre l'URSS, quand une nouvelle conception Endlösung prit naissance, que les autorités revenaient au plan de l'organisation des transplantations intérieures, de la création des ghettos comme préparation des ordonnances des déportations ultérieures.

Il faut mentionner que parfois dans cette période deux processus: la concentration et la déconcentration eussent lieu. Par exemple, les autorités allemandes ont chassé les Juifs de Cracovie: jusqu'au 1 octobre 1940 — 35 000 Juifs et en février 1941 quelques dizaines de milliers de Juifs de diverses localités. De plus dans le même district de Cracovie les autorités ont éliminé les Juifs des localités limitrophes et des stations climatiques et aussi des terrains destinés pour les aérodromes et polygones d'exercices aux autres localités [21].

Dans le district de Varsovie prit naissance le plus grand ghetto à Varsovie en octobre 1940. On avait transplanté d'alors de différents quartiers de la ville presque 138 000 Juifs et en même temps ordonné de déménager de ce terrain 113 000 Polonais. C'était un ghetto monstre qui sur ce territoire embrassait 4,5% de la surface de Varsovie et concentrait plus que 1/3 des habitants de la capitale. En 1940/41 les autorités allemandes ont domicilié dans le ghetto presque 120 000 Juifs. Déjà en janvier et mars 1941 avaient lieu les transplantations au ghetto des localités des arrondissements occidentaux du district (presque 72 000 personnes). Ce n'est qu'en automne 1941 dans la période de la réduction ultérieure des milieux juifs que se succédaient les expulsions des petites localités de la partie orientale du district.

Ces deux processus — concentration-déconcentration — avaient lieu aussi dans d'autres part du GG. En général dominait cependant la tendance à la concentration dont le but était un isolement rigoureux.

Dans le pays de la Warta on commença de créer les ghettos déjà en février 1940, en règle était l'élimination de la population juive aux périphéries de la ville. Les ghettos ultérieurs furent créés dans les mois avril — juillet 1940. On créa simultanément dans cette province un

---

[20] Procès de Stroop, vol. 2, p. 209. Dziennik H. Franka, Tagebuch 1942/II.

[21] *Eksterminacja Żydów...*, p. 95, 114.

autre type des bourgades isolées — les ghettos champêtres (dans les villages des arrondissements Koło, Turek, Konin) embrassant 18 villages où après l'élimination des Polonais on transplantait plus que 4000 Juifs. Quand tous les plans des expulsions de la population du pays de la Warta à l'espace réservé de Lublin échouèrent, les autorités visaient à la concentration des Juifs de toute la région dans le ghetto de Łódź [22]. Une série de difficultés, entre autre faute de demeures empêchait les autorités de créer un ghetto central, genre d'un camp de travail à Łódź, car cela exigeait le déplacement au ghetto de 100 000 Juifs, des villes du pays de la Warta. Ce processus ne commencera qu'après juillet 1940, alors dans une autre situation politique. Il faut aussi mentionner que dans les années 1940 - 1941 du ghetto de Łódź et d'autres villes furent expulsés dizaines des milliers de Juifs aux nombreux camps de travail dans la régence de Poznań.

Je passe outre à l'aspect économique et démographique de ces migrations forcées. Je voudrais seulement accentuer que pour les personnes transplantées aux ghettos et aux camps de travail on créa les conditions à la suite desquelles les hommes devaient être décimés par la famine, les maladies, et la haute mortalité. Les permanents déplacements des Juifs facilitaient le pillage de leurs biens et l'isolement rendait possible l'exploitation de la main-d'oeuvre pour l'économie allemande.

La période de juillet 1941 jusqu'à la seconde moitié de 1944

Un autre caractère avaient les déplacements forcées de la population juive après l'agression contre l'URSS par rapport à l'objectif, à la portée géographique et à la masse. Je voudrais rappeler quelques faits et opinions essentiels concernant ce problème.

Au printemps 1941 dans la période des préparations de la nouvelle agression, se cristallisait la conception Endlösung der Judenfrage. L'état-major de A. Eichmann dans RSHA constituait le centre de ces préparations. On attela au travail aussi l'apparat de propagande et les travailleurs scientifiques de la biologie et de la médecine qui devaient motiver théoriquement la nécessité de la Endlösung en Europe. À la tête étaient le „Institut zur Erforschung der Judenfrage" à Francfort sur le Main, et la Section des affaires juives du „Institut für deutsche Ostarbeit" à Cracovie.

Se préparant aux nouveaux dénouements, on fit les recherches et les expériments quant à la possibilité d'une stérilisation en masse des Juives

[22] D. Dąbrowska, *Zagłada skupisk żydowskich w Kraju Warty* (Extermination des agglomérations juives dans le Pays de la Warta), Biuletyn Żydowskiego Instytutu Historycznego — ŻIH (Bulletin de l'Institut Historique Juif) 1955, No. 13 - 14.

surtout pour la politique pratique de la dépopulation. On considérait en outre que les Einsatzgruppen SS et divers Kommandos, qui ont déjà reçu des directions d'agir après l'invasion dans les terrains soviétiques, exécutent au cours des activités militaires les fusillements en masse de la population juive soit liquident cette population par autres moyens. On se rendait compte cependant que l'élément essentiel de ces projets est la question de l'organisation des expulsions des Juifs des pays européens occupés aux camps d'extermination.

D'accord avec ce principe Goering s'adressa le 31 juillet 1941 au chef de RSHA Heydrich avec l'instruction de dresser le plan général de la déportation des Juifs dans l'échelle de tous les pays européens. Conformément à cet ordre on faisait pendant l'été et l'automne de 1941 des préparations de l'organisation technique des déplacements en masse des Juifs sur l'échelle européenne [23].

Une situation différente se forma sur les terrains soviétiques occupés, où les groupes d'opérations SS accomplissaient les monstrueux massacres de beaucoup de centaines des milliers de Juifs déjà au cours des activités militaires. En Biélorussie furent liquidés en total 230 000 Juifs, en Ukraine presque 90 000, à Wilno jusqu'à la fin de 1941 on massacra vers 50 000. Les actions analogues de liquidation furent menées sur les terrains polonais de nouveau occupés: à Białystok et ses environs où périrent 40 000, et dans le nouveau créé district de Galicie [24].

Ce n'est qu'après ces fusillements en masse que les autorités chassèrent la part sélectionnée de la population juive aux ghettos ou aux camps de travail fixés. Les intérêts de l'industrie de guerre et du ravitaillement de l'armée éxigeaient la nécessité de conserver et tirer profit passagèrement de cette masse de la population.

L'été de 1941 fut aussi pour le GG, le pays de la Warta et la Silésie la période décidant du destin de la population juive locale, et de la population déjà domiciliée. On a commencé la construction d'un système ramifié des camps de concentration et des camps d'extinction immédiate. Depuis printemps de 1941 il y avait lieu l'agrandissement du camp de concentration d'Oświęcim. En juillet on commençait l'arrangement du camp à Majdanek près de Lublin. En même temps on reconnut à Poznań la nécessité de construire le camp d'extermination pour les Juifs de la région de la Warta. Le camp créé à Chełmno sur Ner était actif déjà depuis le 8 décembre 1941. D'autres camps de l'extermination immédiate

[23] Dok. norymb. PS — 710.

[24] Akta IX procesu norymb. (Actes du Procès de Nuremberg), Doc. NO — 3414, L — 180, surtout PS — 3976, Lagerbericht über die Tätigkeit der Einsatzgruppen der Sipo und SD in der USRR, du 27 février 1942.

(Bełżec, Sobibór et Treblinka) ne furent construits qu'en printemps de 1941.

La seconde moitié de 1941 était la période des expériments et d'amassement des expériences de même comme cela avait lieu en automne de 1939 (dans les premiers mois de la guerre). Il faut attirer l'attention sur la proposition de Höppner, gérant de l'office de la politique de population dans le pays de la Warta. Il suggéra dans sa lettre de mi-juillet 1941 à A. Eichmann que toutes les Juives devaient être soumises à la stérilisation afin que le problème juif soit dénoué définitivement dans cette génération. Il proposait en outre d'exterminer la population juive incapable de travail à l'aide d'un moyen agissant vite [25].

Un meilleur objet d'observation étaient les processus survenant sur les terrains soviétiques occupés. Indépendamment de fusillements en masse, pour la première fois les groupes d'opération se servaient d'autobus-chambres de gaz, de moteurs Diesel et d'autres installations pour l'extinction des hommes vite et en masse. A. Rosenberg, ministre des Ostgebiete accentuait dans ses directives de juillet 1941 concernant la manière d'agir envers les Juifs, que les expériences conquises dans l'URSS auront une importance essentielle pour le dénouement général du problème juif [26].

R. Heydrich à la conférence du 20 janvier 1942 informant d'expulsions planifiées des Juifs des pays européens, affirmait aussi, qu'il faut „considérer cette installation seulement comme les pas provisoires parce que nous amassons ici les preuves pratiques nécessaires en connexion avec la Endlösung der Judenfrage qui s'approche" [27].

Dans le processus de ces expériments et d'amassement des expériences on commença aussi l'arrangement des premiers camps d'extermination immédiate et les déportations des pays européens. La plus facile était l'organisation des expulsions des pays sous l'administration directe et militaire du III[e] Reich. Sous prétexte d'organiser les transplantations des Juifs aux camps de travail sur les Ostgebiete, le chef de la police d'ordre du Reich Daluege publia une ordonnance sur la déportation du 14 octobre 1941 [28]. À cette époque partirent les premiers transports en

---

[25] Les documents de la Cour de Justice d'Appellation à Poznań; les documents du procès de Höppner.

[26] Dok. norymb. Ec — 347, Richtlinien über die Behandlung der Judenfrage, — voir surtout: „Anderseits können die bei der Behandlung der Judenfrage in den besetzten Ostgebieten gemachten Erfahrungen für die Lösung des Gesamtproblems richtungsweisend sein ...".

[27] Dok. norymb. NG - 2586; *Eksterminacja Żydów* ..., p. 268.

[28] Der Prozeß..., vol. XXXIII, p. 534 - 36, doc. PS - 3921; selon l'ordre de Daluege 50 000 Juifs devaient être transplantés dans le premier cas.

masse du Reich, de l'Autriche et du Protectorat de la Tchécoslovaquie et Moravie. Dans la période depuis le 16 octobre au 4 novembre 1941 arrivaient au ghetto de Łódź 20 transports de Juifs de ces pays. De novembre des nouveaux transports de Juifs, surtout des villes allemandes, furent dirigés à Oświęcim et aux villes baltes: à peu près 20 000 à Riga, vers 15 000 à Kowno et aussi 7000 à Mińsk. Tous les transports avaient le caractère de „transplantations passagères". Une part des transportés fut liquidée immédiatement et les personnes sélectionnées — dirigées aux camps de travail.

Les Juifs déportés furent privés de leur nationalité, ce que n'avait aucune importance pratique, mais formellement facilitait aux autorités dans le Reich et les pays occupés la confiscation des biens des expulsés.

Profitant de l'expérience des massacres en masse sur le territoire soviétique ainsi que des dernières transplantations du Reich on faisait des préparations pour organiser les transports ultérieurs. L'affaire fut l'objet de la consultation des rapporteurs pour les questions juives auprès de tribunaux de Sipo et de SD dans les pays européens convoquée par A. Eichmann vers la fin de novembre. En même temps Heydrich convoqua une plus grande conférence avec la participation des représentants de nombreux ministères du Reich et des Gauleiter des provinces occupées. La conférence fut consacrée à la question de la Endlösung der Judenfrage; elle devait avoir lieu le 9 décembre 1941. Mais vu les événements politiques de l'époque (l'attaque de Japon sur Pearl Harbour; le Japon, l'Allemagne et l'Italie ont déclaré la guerre aux Etats-Unis) la conférence fut ajourné au 20 janvier 1942 à Berlin [29].

Auswärtiges Amt se préparait très soigneusement à cette conférence. Comme il suit des mémoires datés le 8 décembre 1941 par le rapporteur Rademacher et Martin Luther, sous-secrétaire d'Etat, on prévoyait de mettre toute la population juive hors la loi et de la déporter successivement aux camps d'extermination. Ils parlent des expulsions des Juifs de la Serbie, Roumanie, France. On avait en vue d'influencer Bulgarie, la Hongrie et les autres états satellites de coopérer dans les déportations des Juifs de ces pays. Du rapport de Heydrich à la même conférence on peut conclure de la portée géographique des déportations en masse planifiées. Le chef de RSHA constata que Endlösung embrasse toute la population juive de l'Europe, estima cette population à 11 millions et indiqua les nombres des pays particuliers [30]. „Au cours de la réalisation définitive — annonça Heydrich — l'Europe sera repeignée de l'Ouest à l'Est. Il faut surtout faire cela sur le territoire du Reich avec le Protectorat de

[29] Dok. norymb. PS - 709, La lettre de Heydrich du 23 novembre 1941.
[30] Dok. norymb. NG - 2586.

Tchécoslovaquie et Moravie inclusivement" et plus tard dans d'autres pays. On a fixé à l'époque en outre que les Juifs soient domiciliés dans les ghettos transitoires ou dans les camps de travail ayant en vue la séparation des sexes. Heydrich annonça que le début des déplacements en masse des Juifs dépend dans un grand degré du développement de la situation militaire. Le chef de RSHA ainsi que le représentant du Auswärtiges Amt ne nient guère qu'à côté des „circonstances favorables" existent les difficultés importantes intérieures de nature politique quant à l'organisation des expulsions des Juifs de certains pays de l'Europe centrale et occidentale. Indépendamment des accents politiques était pénible le problème d'assez nombreux mariages mixtes et la question de métis (Mischlinge) de différents degrés. Dans le Reich seulement leur nombre se monte à 70 000 personnes. On avait mis en avant la question de les stériliser ou concentrer dans une localité isolée. Enfin on se rendait compte que les besoins de l'économie de guerre et du ravitaillement de la Wehrmacht exigent la nécessité de garder beaucoup de milliers de Juifs. Par suite de l'intervention du secrétaire d'Etat Neumann d'un ressort économique Heydrich assura que les ouvriers juifs employés dans les établissements de l'industrie de guerre ne soient expulsés pour le moment.

Se référant aux „circonstances favorables" le secrétaire d'Etat du gouvernement de GG J. Bühler exigeait de commencer l'action des expulsions du Gouvernement Général. Car selon lui la population juive embrassant presque 2,5 millions dans le GG est déjà incapable de travail; en outre le problème du transport n'est pas ici compliqué vu les camps d'extinction déjà planifiés. Il soulignait seulement la nécessité d'exécuter les expulsions des Juifs de telle manière qui ne causera pas l'inquiétude de la population locale.

Après la conférence à Wannsee Himmler informa le chef des camps de concentration Glücks qu'on expulsera dans les proches semaines de différents pays 150 000 Juifs qui seront dirigés aux camps. Eichmann convoqua le 6 mars 1942 une délibération des rapporteurs des questions juives dans Sipo et SD des pays particuliers et présenta les principes quant aux expulsions des Juifs des pays européens [31].

Il était le plus facile d'organiser les transports de la Slovaquie, la Bohême et la Moravie. Dans la période du mars 1942 devaient partir de la Slovaquie 20 transports (20 000 personnes). Une part fut dirigée directement à Oświęcim, et 14 000 personnes, avec le consentement de Bühler, pour „la période transitoire" au district de Lublin. Pourtant la majorité se trouva dans le camp de Majdanek. On n'organisait les expulsions en

[31] Dok. norymb. PS - 4072.

masse des pays européens que du milieu de l'an 1942, quand les camps d'extinction étaient capables de laisser passer un plus grand nombre d'hommes et l'opinion mondiale fut occupée de l'offensive militaire au front oriental.

Sur les terres polonaises occupées les grandes actions des expulsions commencèrent le plus tôt dans le pays de la Warta. Ici et dans le GG se tenaient deux processus ayant lieu parfois simultanément: les expulsions du type de déportations aux camps d'extermination et aussi le processus de concentration de la population juive sélectionnée.

À la conférence ci-dessus à Poznań du 16 juillet 1941 où on examinait le système d'extinction en masse des hommes, on décidait de transplanter pour le moment les Juifs de tout le pays de la Warta au ghetto central de Łódź. Le nombre de ses habitants s'augmenterait de cette manière à 300 000. À la délibération des landrats du 24 juillet 1941 on a pourtant décidé de ne transplanter au ghetto que les hommes bien portants, capables de travail; on a décidé aussi de laisser les malades sur la place et de les séparer; leur sort fut préjugé.

En réalité en octobre 1941 on déplaça au ghetto de Łódź presque 310 000 personnes de divers bourgs. Les déplacements en masse ne seront commencés que quelques mois plus tard, car en automne 20 000 Juifs de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie arrivèrent ici. La liquidation en masse des Juifs dans cette province commença vers le début de décembre 1941 à Chełmno sur Ner. A. Greiser donna le 2 janvier 1942 la disposition de Entjudung de la régence qui a sanctionné ex post l'activité criminelle des autorités.

La plus grande action de liquidation remonte à la période de mi-janvier jusqu'à la moitié de mai 1942, quand on déporta 55 000 Juifs du ghetto de Łódź au camp à Chełmno. Dans les suivants mois fut déportée la population des bourgades des arrondissements de Kutno, Łęczyca, Włocławek et la masse sélectionnée fut transplantée au ghetto de Łódź. Entre mai et août on a déplacé en somme 22 000 Juifs. En conséquence de ces déportations il restaient, de presque 400 000 Juifs en 1939, dans le pays de la Warta en octobre 1942 seulement 88 000 agglomérés dans le camp central de travail à Łódź. Hors du ghetto demeuraient encore 11 000 ouvriers juifs casernés dans quelques dizaines de postes et camps de travail, principalement dans la régence de Poznań [32].

Aussi dans le Gouvernement Général en automne de 1941 furent faites les préparations pour les déportations en masse des ghettos. Les autorités ont publié une série d'ordonnances aggravantes; on augmenta l'isolement des ghettos en introduisant la peine de la mort pour ceux qui les

[32] A. Eisenbach, *Hitlerowska polityka* ..., p. 318 - 20.

abandonnent, qui se cachent ou qui leur viennent en aide. La poste arrêta tous les envois et colis postaux pour les Juifs. Les rations d'alimentation furent aussi réduites par 50%; dans certaines localités on ne délivrait aucunes cartes d'alimentation.

Dans la période des investigations de nouveaux dénouements et méthodes de l'extermination le gouverneur général Frank s'exprimait en octobre 1941 sur les expulsions de l'ensemble de Juifs „à l'Est", voire quelque part sur l'Oural. Mais ça pouvait être seulement un camouflage, car déjà en mi-décembre à la session du gouvernement du GG, il annonça l'extinction de presque 2,5 millions de Juifs sur place dans le GG, pensant aux camps d'extermination immédiate déjà planifiés [33]. Au début de l'année 1942 la concentration de la population juive dans certains rayons du GG fut continuée; dans le district de Radom elle visait à l'élimination des Juifs des communes et bourgades rurales et à leur déplacement dans les plus grands ghettos, situés à proximité de noeuds de voies ferrées. Dans le district de Varsovie cette action embrassait en mars quelques arrondissements où on transplanta les Juifs des plus petites agglomérations aux villes plus grandes.

Les déportations en masse (l'opération Reinhard) commencèrent en mars par la mise en mouvement du camp de Bełżec. De nombreux transports des Juifs sont envoyés des districts de Lublin et de Galicie. Dans chaque transport furent expulsées des dizaines des milliers de personnes. En avril fut mobilisé le camp suivant à Sobibór et en juin — à Treblinka. Depuis ce temps peut être constaté l'accroissement de l'intensité de l'action des expulsions. Les expulsions en masse du district de Cracovie commencèrent en mai, des districts de Varsovie et de Radom plus tard, principalement à cause des difficultés du transport, car c'était la période des mouvements de nombreuses divisions allemandes et de matériel de guerre au front de l'Est.

Au cours de ces actions de transplantations les autorités exécutaient dans les plus grands ghettos du GG la liquidation des intellectuels et des activistes politiques et sociaux. On voulait ainsi terroriser la population, la priver des organisateurs du mouvement de la résistance antifasciste.

Quand tous les camps d'extinction immédiate ainsi que le camp de concentration à Majdanek furent déjà actifs et on y transportait beaucoup de centaines des milliers de Juifs, Himmler ordonna (le 19 juillet 1942) à Krüger d'accélérer toute l'opération et la liquider dans le GG jusqu'à la fin de 1942 [34]. Après cette date seulement la part sélectionnée de la population pouvait demeurer dans quelques camps de rassemble-

[33] Dziennik H. Franka, p. 76.

[34] Dok. norymb. NO - 5574.

ment (Sammellager) déterminés, ayant le caractère des camps de travail. En été furent exécutées les expulsions de la plupart des ghettos des districts de Radom et de Varsovie. La plus grande action dans cette période fut l'expulsion de 300 000 Juifs du ghetto de Varsovie pour Treblinka.

La tactique des autorités policières pendant toutes les expulsions consistait dans le moment de surprise. C'étaient les Blitzaktionen exécutées vite avec la terreur, le massacre sur place des malades, des enfants et des récalcitrants. Les transports aux camps d'extermination avaient lieu dans les wagons des marchandises plombés et chaulés.

Après l'exécution des expulsions en masse il ne restait en automne de 1942 dans le GG que quelques centaines des milliers de Juifs, vers 15% de la totalité de la population en 1939. L'ordonnance de Himmler de juillet sur la fin des expulsions ne fut pas réalisée. C'était la conséquence des demandes de l'économie de guerre, la tendance de garder les groupes sélectionnés de la population juive pour la période transitoire dans les établissements de travail. En outre nombreux groupes de Juifs se cachaient dans les forêts et les villages et s'étaient dispersés dans de divers lieux habités. Pour pouvoir concentrer ces Juifs qui se cachaient Krüger publia le 10 novembre 1942 l'ordonnance sur la création des ghettos dits réitérés. Il y avait en somme plus de 50 dans cinq districts [35]. Ces ordonnances devaient évoquer dans le pays l'impression de la situation stabilisée, démontrer que les autorités avaient renoncé aux expulsions ultérieures. En réalité ces ghettos avaient pour but endormir la vigilance des personnes qui se cachaient, les attirer hors de leurs cachettes. Une part crut aux assurances des autorités et rétourna aux ghettos pour partager plus tard le destin des déportés. Car tous les ghettos réitérés furent bientôt liquidés et la population fut transportée aux camps de concentration ou aux camps de travail.

Il semble être une question essentielle d'établir les facteurs qui influençaient le cours des expulsions en masse surtout du type de déportations, quels d'eux agissaient accélérant et quels refrénant.

1. Les facteurs politiques. L'intensité des expulsions des Juifs dépendait dans un grand degré de la situation politique générale du Reich surtout sur le front militaire. On peut constater une certaine synchronisation des préparations et activités des autorités dirigeantes du III[e] Reich sur le secteur de la politique antijuive pendant l'agression de 1939 et pendant l'attaque contre l'URSS. Le renommé idéologue du nazisme P.H. Seraphim convaincu que la guerre contre l'Union Soviétique permettra de réaliser la Endlösung sur place, écrivait en octobre 1940 concernant

[35] Verordnungsblatt GG, No 95, p. 665 et No 98, p. 683.

les expulsions des Juifs: „la question juive est devenue un problème de la politique de population de l'importance de premier ordre et doit être résolue en l'avenir". De là résulte le „Fernziel" qui doit être mené „en évitant toute la tension dans le domaine de la politique de la population et de l'économie". Ses suggestions allaient dans la direction d'arrêter pour un temps les déplacements d'autres rayons au GG [36].

Plus tard, déjà au cours des activités militaires sur les terrains soviétiques, quand l'armée allemande avançait promptement, le conseiller de l'ambassade allemande à Paris Sturmbannführer C. Zeitschel écrivait le 22 août 1941 que la victoire à l'Est crée des conditions „de dénouer le problème juif en Europe dans un temps le plus court d'une manière finale et satisfaisante". Zeitschel calcula que sur le terrain occupé vivaient 6 millions de Juifs; il faudra les transporter „à l'Est" et „l'Europe serait bientôt judenrein" [37].

Les succès de l'armée allemande rapides comme l'éclair, l'approche aux portes de Moscou expliquent le fait de la convocation par Heydrich de la conférence dans la première décade de décembre 1941 (elle avait lieu le 20 janvier de 1942) et de la préparation de monstrueuses d'expulsions. Rademacher qui dressait de la part de Auswärtiges Amt un mémoire concernant ces expulsions écrivait nettement „qu'il faut profiter de la présente guerre pour dénouer définitivement la question juive en Europe". Quand pourtant l'offensive contre Moscou brisa et les États Unis entrèrent en guerre, quand se forma une nouvelle situation militaire et aussi politique, alors Heydrich à la conférence de Wannsee donna à entendre que le cours des prochaines actions d'expulsions ultérieures dépendait du développement de la situation militaire.

Au printemps de 1942 „Ausmerzung" en pratique avait déjà lieu sur les terrains polonais occupés. Un grand flot des expulsions des Juifs aux camps d'extinction passait à cette époque. On exerçait une pression sur les gouvernements de beaucoup de pays européens de coopérer dans cette action. On se servait en principe du camouflage — les Juifs sont transplantés à „l'Est" pour y travailler. Hitler en mai 1942 masquant les vrais buts de cette politique disait: „toute l'Europe doit être „judenrein", il ne faut pas déporter les Juifs en Sibérie, car là dans un climat plus salubre ils seront encore mieux portants. Mieux serait les déporter en Afrique . . . et isoler de la population européenne" [38].

---

[36] P. H. Seraphim, *Die Judenfrage im Generalgouvernement als Bevölkerungsproblem.* „Die Burg" 1940, No 1.

[37] L. Poliakoff, J. Wulf, *Das Dritte Reich und seine Diener.* Berlin 1956, p. 119.

[38] H. Picker, *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier 1941 - 1942.* Bonn 1951, p. 311.

De la co-dépendance étroite qu'il y avait entre la situation militaire du Reich et l'intensité des actions des expulsions témoigne quand même la lettre de Victor Brack de la chancellerie centrale de NSDAP du 23 juin 1942 à Himmler. C'était déjà la période des déportations en masse des Juifs européens, c'était aussi à la veille de l'offensive allemande d'été. Dans les activités des autorités policières se manifestaient une hâte et la tendance de mettre fin à toute l'opération des expulsions des Juifs européens avant la fin des activités militaires à l'Est. Brack écrivait à Himmler: „Globocnik affirmait qu'il faut le plus vite exécuter l'action entière contre les Juifs, car les difficultés éventuelles peuvent la bloquer en général et alors nous sommes enfoncés à mi-chemin". Et plus loin: „Vous même, RFSS, avez attiré mon attention sur le besoin d'exécuter ce travail vite, du moins par la nécessité de masquer cette action" [39].

Les souverains du III[e] Reich se servaient du camouflage pendant toute la période de leur régime, particulièrement dans la situation politique changée à leur désavantage. En automne de 1942, quand l'opinion publique dans les pays occidentaux a réagi fortement aux avis des crimes nazistes et des méthodes des expulsions des Juifs, Martin Bormann envoya le 9 octobre de 1942 aux Gauleiter, et organes du parti et du gouvernement une circulaire les instruant comment ils devaient expliquer à l'opinion allemande la politique envers les Juifs. Bormann écrivit: „les millions de Juifs de l'Europe seront successivement transportés à l'Est aux grands camps qui existent ou seront créés et d'où ils seront déplacés plus loin à l'Est. Cette action doit être exécutée sans égards. Cela est exigé par l'intérêt d'assurer définitivement la sécurité à la nation allemande" [40].

Malgré le tracement d'amples plans des expulsions les autorités allemandes rencontraient dans la première moitié de l'année 1942 de grandes difficultés de nature politique. À l'exception du Reich et de la Tchécoslovaquie les expulsions d'autres pays européens ne prenaient pas des grandes dimensions. Du rapport du secrétaire d'Etat dans Auswärtiges Amt Martin Luther résulte que les autorités exerçaient une pression politique sur les gouvernements de beaucoup de pays, principalement sur la Slovaquie, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Italie, Danemark, de se subordonner aux décisions allemandes quant à la question des expulsions des Juifs. À la conférence chez Goering en août 1942 A. Rosenberg a dit: „nous ne devons pas se contenter de cela, qu'on transporte les Juifs d'un

[39] Dok. norymb. NO - 205.

[40] Der Prozeß ..., vol. V, p. 363, doc. PS - 3244.

pays à l'autre, et qu'il existe encore par ci et par là un grand ghetto. Notre but est toujours le même: la question juive en Europe et dans le Reich sera dénouée quand les Juifs seront hors du continent européen" [41].

Prévoyant la résistance de certaines régions et de l'opinion publique des pays subordonnés Ribbentrop ordonna à ses représentants diplomatiques d'exercer la pression sur les gouvernements locaux et d'accélérer les déportations des Juifs. En vérité en résultat de cette pression on peut constater l'intensité d'actions des expulsions depuis la moitié de l'année 1942, quand l'attention de l'opinion mondiale fut attirée sur l'opération militaire au front oriental. Dès le mois de mai commençaient d'affluer les transports des Juifs de la France, dès le juillet — de la Hollande, en août de la Belgique. Ils étaient dirigés principalement à Oświęcim, Majdanek et les groupes sélectionnés — aux ghettos dans le GG.

Des difficultés politiques encore plus grandes surgirent dans la période des batailles décisives près Stalingrad et après la publication de la déclaration des Nations Unies du 17 décembre 1942 où les Etats de la coalition antihitlérienne ont condamné la politique de l'extinction en masse des Juifs et annoncé un sévère châtiment des leaders du IIIe Reich. La diplomatie allemande voulant éliminer ces obstacles politiques commença une nouvelle offensive. Ribbentrop informa Himmler le 23 janvier 1943 de pourparlers menés avec les régimes de Bulgarie, Hongrie, Italie et de la préparation d'un nouvel arrangement avec eux en ce qui concerne les expulsions des Juifs. La démarche allemande chez le gouvernement de l'Italie exigeait d'adopter le point de vue allemand quant aux expulsions des Juifs. L'ambassadeur allemand à Rome communiqua au gouvernement italien que les Juifs — ressortissants italiens puissent rester dans la sphère des influences allemandes le plus tard jusqu'au 31 mars 1943. „Après cette période — Ribbentrop informait Himmler — nous sommes contraints à cause de raisons politiques et militaires, d'avoir le champ libre envers tous les Juifs qui se trouvent dans la portée de nos pouvoirs, alors aussi par rapport aux Juifs, ressortissants italiens" [42].

Himmler insistait particulièrement sur la nécessité de conclure un arrangement avec le gouvernement italien comme précédent important au dénouement de l'ensemble de la question des expulsions des Juifs. „Laisser les Juifs dans la portée des pouvoirs d'Italie sera pour beaucoup de cercles en France et en Europe un prétexte d'adopter une attitude plus indulgente envers la question juive, car ils montreront que

---

[41] *Das Dritte Reich und die Juden*, p. 330.

[42] Arch. ŻIH, photocopie de la notation de Ribbentrop du 23 janvier 1943.

même notre italien allié de l'Axe ne partage pas notre manière d'envisager la question juive" [43].

Il résulte de la note de Ribbentrop de janvier que le gouvernement intentera sous peu de concrètes démarches diplomatiques concernant les Juifs espagnols; au gouvernement suisse par contre on a communiqué que les Juifs — ressortissants suisses dans les pays occupés ou subordonnés depuis février seront soumis aux ordonnances d'expulsions. En même temps il fut donnée une série de dispositions policières quant aux déportations des Juifs de plusieurs pays. De concert avec Auswärtiges Amt A. Eichmann envoya le 5 mars 1943 l'instruction „Le traîtement de Juifs ressortissants étrangers" concernant tous les pays européens et les États Unis. La circulaire énumérait les pays d'où les Juifs peuvent être expulsés tout de suite et leurs biens confisqués. Par contre les Juifs ressortissants italiens, finnois, suisses, portugais, chinois et suédois obtiendraient en apparence jusqu'à la fin de mars la possibilité de retourner à leurs pays „soweit nicht besonders sicherheitspolizeiliche Belange dagegen stehen" [44]. Cette clause ne fut jamais respectée en pratique, mais elle devait être un geste diplomatique envers ces Etats. De plus on instruait de ne pas expulser pour le moment les Juifs-ressortissants des pays neutres et des pays amis.

En réalité, dans les mois ultérieurs furent transplantés aux camps sur les terrains polonais les Juifs allemands, hollandais, belges du camp à Teresine (Tchécoslovaquie) dans lequel en 1942 furent placés 87 000 Juifs de différents pays; une particulière pression fut exercée sur la Roumanie, Bulgarie et Hongrie. Dans le mois de mars commençait une déportation de 13 000 Juifs de la Thrace et Macédoine, des pays qui après l'occupation de la Grèce furent joints à la Bulgarie. Par contre la déportation des Juifs bulgares rencontra si grandes difficultés que Auswärtiges Amt informa encore en août de 1943 Kaltenbrunner que pour le moment l'action des déportations ne puisse pas être commencée. La même chose concernait les Juifs hongrois.

Les considérations de nature politique constituaient un obstacle d'exécuter les expulsions des Juifs de certains pays si essentiel qu'à la fin de septembre de 1943 Eichmann, de concert avec le Ministère des Affaires Etrangères, envoya à tous les commandants SS et de la police dans les pays européens une nouvelle circulaire. Prenant en considération le fait que les Juifs — ressortissants de l'Italie, Suisse, Espagne, Portugal, Danemark, Suède, Finlande, Hongrie, Roumanie et Turquie pour le moment ne puissent pas être expulsés il recommandait de les concentrer aux

---

[43] Arch GKBZH, Do 349, doc. PS - 62/5.

[44] Dok. norymb. NG - 2652; PS - 1063.

camps dans le Reich: les hommes à Buchenwald, les femmes, les enfants et les vieillards à Ravensbrück. On ne pourra déporter les Juifs de ces camps qu'en novembre de 1943 [45].

En faisant abstraction d'expulsions successives des Juifs des pays mentionnés, je voudrais seulement attirer l'attention sur la Großaktion — sur la vitesse et la masse des actions des expulsions de presque 500 000 Juifs hongrois; elles furent à la vérité commencées dans la seconde moitié de mai, mais elles atteignaient la plus grande intensité depuis le 6 juin 1944, donc après la descente des armées anglo-américaines en Normandie. E. von Thadden, gérant des affaires juives dans Auswärtiges Amt, écrivait à l'époque que si l'ouverture du second front réussisse, „le commencement de l'action de Budapest puisse être opportun, car il voilera dans la propagande mondiale l'action hongroise" [46].

Une autre preuve d'une assez grande influence des moments politiques sur l'ensemble de la politique envers les Juifs fut la question de l'exclusion formelle des Juifs des pays européens de la protection de la loi et de leur remise sous l'exclusive jurisdiction de la police de sûreté. Hitler accorda plein pouvoir au Ministre de Justice du Reich Thierack déjà en août 1942 espérant une pleine victoire sur le front de l'URSS. Ensuite Thierack avait des entretiens avec Himmler et Goebbels au cours desquels on a mis en concordance le projet d'un règlement propre [47]. Mais les Gauleiter et d'autres leaders du IIIe Reich attiraient l'attention aux importants obstacles de la nature extérieure et politique et en conséquence les autorités du IIIe Reich devaient renoncer de régler formellement cette question. À peine le 1 juillet 1943, avant le commencement de l'offensive d'été de 1943, ne tenant compte d'aucunes considérations de nature politique le gouvernement du Reich publia une nouvelle loi, comme le 13 amendement de la loi sur les droits de citoyens du Reich [48]. Evidemment, la loi n'avait introduit aucuns changements dans la situation juridique des Juifs dans les pays occupés. Elle a légalisé seulement d'une manière générale en voie législative la situation qui existait de fait depuis beaucoup d'années.

2. L'autre facteur qui avait une influence importante sur le cours des expulsions des Juifs c'était le mouvement de la résistance. Dans la période de ces expulsions s'augmentait le flot des fuites des Juifs des ghettos aux forêts, où ils se cachaient quelquefois avec toutes leurs familles, ils for-

[45] Der Prozeß..., vol. XXXII, p. 187, doc. PS - 3319, notation du 23 septembre 1943.

[46] Dok. norymb. NG - 2260.

[47] Proces Pohla (Le Procès de Pohl), doc. PS - 654.

[48] Reichsgesetzblatt 1943, Vol. I, p. 268 - 72.

maient les unités de partisans, s'englobaient aux unités polonaises ou soviétiques. Dans les ghettos furent construits les „bunker", on se cachait sur le côté „aryen". Les organes de Sipo et SD informèrent les autorités centrales de l'accroissement du mouvement de la résistance parmi les Juifs surtout dans l'Ukraine et la Biélorussie. Aussi le gouverneur Zörner informait à la session du gouvernement de GG du 1 décembre 1942 et du 25 janvier 1943 des actions des partisans juifs.

Les différentes formes de la résistance de la population juive contre les expulsions des ghettos influençaient sans doute d'une manière refrénante le cours de ces actions, contraignaient les autorités policières de retarder les dates. Mais en général, partout où les autorités d'occupation constataient l'existence d'une organisation antifasciste ou la liaison du ghetto ou du camp avec les partisans elles intentaient immédiatement la liquidation de l'agglomération donnée. Les exemples typiques sont: Pińsk, Varsovie, Białystok et autres villes.

La réaction des autorités du III[e] Reich contre la résistance des Juifs différait de la réaction envers le mouvement de la résistance d'autres nations. Vis-à-vis ces dernières agissaient deux tendances: l'une visait à aggraver la terreur par conséquence de manifestations de la résistance, l'autre — à appliquer la tactique plus élastique du régime dans un pays occupé et d'approfondir la désunion dans le mouvement souterrain. C'est un fait constaté que le mouvement de la résistance ait l'influence refrénante sur le processus des expulsions planifiées de la population polonaise de l'arrondissement de Zamość et aussi de la Slovénie en Yougoslavie. Par contre le mouvement de la résistance parmi les Juifs surtout sur les terrains soviétiques et polonais influençait d'une façon accélérante le processus de leurs expulsions. Les avantages de l'exploitation de la main-d'oeuvre juive n'étaient dans aucune relation aux pertes de l'occupant causées par le rétrécissement des liens politiques des organisations de combat juives avec le mouvement de la résistance dans le pays donné. C'est pourquoi longuement avant les expulsions les autorités allemandes tendaient au strict isolement des Juifs, à les priver de l'arrière-pays et de l'aide de la gauche polonaise et d'affaiblir et détruire par ça le front antifasciste de combat.

3. Un autre obstacle dans l'exécution des expulsions des Juifs constituaient les difficultés de transport. Les actions des expulsions, surtout dans les années 1942 - 43, avaient lieu dans la période de nouvelles offensives et de transports de grandes armées allemandes et du matériel technique et de la munition au front sud-est. Tout le matériel roulant était destiné seulement pour le front. En conséquence de ces difficultés fut nécessaire l'intervention de Himmler même, qui s'adressait plus d'une fois

au vice-ministre des chemins de fer Ganzenmüller avec la demande de lui fournir un plus grand nombre de trains [49].

4. Une plus grande influence sur le cours d'expulsions des Juifs avaient les considérations de nature économique. Renonçant à présenter un vaste aspect économique de la politique du IIIe Reich envers les Juifs, je veux attirer l'attention seulement sur quelques moments.

P. H. Seraphim rapportant les aspects de population Endlösung déjà à la conférence de Francfort en mars 1941, remarqua que la question juive ne soit pas seulement un problème national et politique mais surtout un problème économique important de premier ordre concernant plus ou moins tous les Etats de l'Europe" [50].

Le commissaire du Reich du „Ostland", Lohse, prenant en considération la structure professionnelle des Juifs instruait les autorités soumises le 15 novembre 1941 que „le dégagement du Ostland des Juifs soit une question urgente mais la réalisation doit suivre en considérant les besoins de l'économie de guerre". Lohse réitéra cette directive le 15 décembre commandant de sélectionner les spécialistes professionnels juifs employés dans les établissements de l'industrie [51]. En dépit de ces instructions en pratique fut obligatoire sur les terrains soviétiques le principe de l'extinction totale. À ses conséquences attirait l'attention P. H. Seraphim, déjà comme conseilleur dans les questions juives auprès du OKW dans l'Ukraine, dans son rapport du 2 décembre 1941. Il constata que les fusillements en masse des Juifs provoquaient des suites négatives pour l'économie de guerre allemande à l'Ukraine. Malgré cela à la demande des autorités locales le mandataire du Ministère des Ostgebiete, Brautigam, réponda le 14 décembre que Ausmerzung soit une question politique urgente, et que „wirtschaftliche Belange sollen bei der Regelung des Problems grundsätzlich unberücksichtigt bleiben" [52].

Ce n'est que depuis la moitié de l'an 1942 que les motifs économiques commencent de jouer successivement un rôle et influencent le cours d'actions des expulsions. Déjà depuis le printemps on a commencé d'appliquer le principe de la sélection, profitant d'une part insignifiante des habitants des ghettos dans les établissements d'armement et de ravitaillement de la Wehrmacht. L'intérêt à la main-d'oeuvre juive fit naître même une illusion parmi certaines classes de la population juive. On

---

[49] Arch. GKZBH, Do 108, doc. 330.

[50] P. H. Seraphim, *Bevölkerungs- und wirtschaftspolitische Probleme einer europäischen Gesamtlösung der Judenfrage.* „Weltkampf" 1941, vol. I, No 1/2, p. 6, 15.

[51] M. Weinreich, *Profesorowie Hitlera* (Les Maîtres de Hitler). New York 1947 (en juif), p. 162, la photocopie du doc.

[52] Dok. norymb. PS - 3257 et USRR - 293.

nourrissait une vaine expérience que les autorités ne détruisent pas les forces productrices qui leur sont nécessaires et n'expulsent pas la population entière des ghettos.

Vraiment, certains facteurs surtout du Commandement du District Militaire et de l'Inspecteur d'Armement étaient intéressés à la conservation pour la période transitoire de groupes sélectionnés de la population juive et intervenaient chez les facteurs centraux à Berlin. Les expulsions en masse des Juifs provoquaient partout la diminution de la production surtout dans le GG; on se rendait compte d'ultérieures conséquences économiques des expulsions des Juifs. Bien que le nombre total de personnes employées n'était pas relativement grand, après la grande expulsion du ghetto varsovien le gouverneur Fischer écrivait: „on ne peut pas encore définir les conséquences de l'expulsion de 400 000 Juifs... beaucoup d'entreprises subirent des pertes énormes à cause de manque de presque 100 000 ouvriers juifs [53].

Dans son mémoire du 18 septembre 1942 envoyé au OKW le commandant du Rayon Militaire du GG Hännacke écrivait en détail de ces difficultés économiques. Il expliquait que les expulsions ultérieures des Juifs causeront une réduction importante du potentiel militaire du Reich et arrêteront le ravitaillement du front et des armées du GG [54]. Les difficultés économiques et, entre autres, le manque de la main-d'oeuvre causaient la décision de Hitler, à la conférence du 20 - 22 septembre 1942, sur la proposition du ministre Speer, qu'il faut arrêter pour le moment les expulsions des ouvriers juifs qualifiés. Cette décision concernait non seulement le GG mais aussi Łódź, Białystok, la Silésie et autres régions [55].

Constatant une contradiction entre le principe d'extermination des Juifs et des autres nations et la nécessité de tirer profit de leur main-d'oeuvre pour l'industrie de guerre du Reich, les autorités modifiaient la politique de dépopulation précédente et mettaient en avant la porte parole: „Vernichtung durch Arbeit". Conforme à la nouvelle orientation est l'ordre de Himmler du 9 octobre 1942 de concentrer les groupes sélectionnés de la population juive et de les isoler et caserner dans des camps spéciaux.

Le manque sensible de la main-d'oeuvre dans le Reich pendant la bataille de Stalingrad, la publication de la mobilisation totale aussi dans l'industrie causaient la subsistance de camps juifs de travail dans le GG, qui dès lors étaient soumis déjà à Globocnik, chef de l'„opération Rein-

[53] Arch. ŻIH, Monatsberichte Hummel du 15 octobre 1942, p. 4.

[54] Arch. GKBZH, Do 236, doc. 606. Le commandant dans son mémoire écrivait à la lettre: „Sofortige Entfernung der Juden hätte zur Folge, daß das Kriegspotential des Reiches erheblich gedrückt...".

[55] Dok. norymb. R - 124.

hard". En réalité ces camps étaient une institution jumelle des camps d'extinction existants, seulement les causes économiques obligeaient les autorités de graduer ce processus. Le commandant de SS et de la police dans le district de Galicie Katzmann avoua dans son rapport du 30 juin 1943 qu' „en vue du caractère specifique de l'artisanat en Galicie... notre tâche pouvait être exécutée seulement d'une manière successive car l'expulsion immédiate des Juifs serait nuisible à l'industrie de guerre" [56].

Les mêmes facteurs influençaient la subsistance jusqu'en été de 1943 du ghetto à Białystok qui employait plus que 20 000 ouvriers juifs et était un fournisseur important de la production à la Wehrmacht. Une encore plus grande importance avait le ghetto de Łódź, le seul ghetto dans cette région. Ce ghetto était une grande entreprise industrielle employant 75 000 ouvriers et se trouvant dans la gestion du Ministre d'Armement et de Munition — Speer. C'est la cause pourquoi les organes économiques étaient intéressés dans son ultérieure exploitation. Ce ghetto ne fut liquidé que dans la période du rapprochement du front oriental aux frontières de la voïvodie de Łódź en été de 1944.

Il est bien difficile à établir le bilan des déplacements et des expulsions des Juifs de divers pays européens pendant la IIe Guerre Mondiale. Les calculs de différents chercheurs donnent seulement la somme globale des pertes humaines pendant la IIe guerre, néanmoins en existent de différences importantes. Déjà en janvier 1943 Himmler ordonna à l'inspecteur de statistique dans RFSS R. Korherr de déterminer le nombre total des Juifs déportés, recommandant de n'user pas l'expression „Sonderbehandlung" mais „Deportierung der Juden [57].

Raul Hilberg évalue le nombre total de pertes parmi les Juifs pendant la IIe Guerre Mondiale (depuis 1939) à 5,1 millions de personnes. Ce nombre semble être réduit. En sommant les pertes de la population juive de 22 pays européens nous parvenons jusqu'au nombre de presque 6 millions d'où presque 80% comprennent les expulsions et déportations.

[56] Dok. norymb. L - 18, le rapport du Katzmann.
[57] Arch. GKBZH, Les actes du procès de Stroop, vol. I, 5.